SYRIE

La Turquie risque de s'enliser dans son offensive militaire

***L'offensive militaire de la Turquie en Syrie, engagée depuis près d'une semaine, comporte une part de risque d'enlisement, de pertes accrues et d'aggravation des tensions avec les Etats-Unis qui soutiennent les combattants kurdes, estiment des experts*.**

Ankara affirme que cette opération sans précédent vise à débarrasser la frontière à la fois du groupe Daesh et des YPG (Unités de protection du peuple kurde), qu'elle considère comme une organisation «terroriste».

Mais depuis mercredi, date de la reprise facile à Daesh de la localité syrienne de Jarablos par des rebelles syriens soutenus par Ankara, les efforts de la Turquie se sont majoritairement portés sur les YPG.

Selon le vice-Premier ministre turc Numan Kurtulmus, cette opération vise à empêcher les milices kurdes de former un corridor continu le long de la frontière, qui renforcerait les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en territoire turc.

Mais la défense d'une zone tampon entre les régions contrôlées par les Kurdes dans le nord de la Syrie pourrait précipiter la Turquie dans un piège, avertit Aykan Erdemir, chercheur à la Foundation for Defense of Democracies, un «think tank» basé à Washington. «A terme, la Syrie pourrait devenir un nouveau théâtre des combats entre la Turquie et le PKK, qui durent depuis 1984», explique-t-il à l'AFP.

Lundi, la Turquie a prévenu qu'elle continuerait de cibler les Forces démocratiques syriennes (FDS, pro-Kurdes) tant qu'elles n'auraient pas reculé à l'est de l'Euphrate.

L'armée turque a annoncé avoir déjà chassé des «éléments terroristes» de 400 km² de territoire dans le nord de la Syrie, mais le gouvernement a laissé entendre qu'elle pourrait pousser plus au sud, vers la ville de Minbej, reprise par les FDS à Daesh début août.

Une telle stratégie, qui entraînerait les forces turques à plus de 30 kilomètres à l'intérieur du territoire syrien, serait risquée, estime Aaron Stein, du Centre Rafic Hariri pour le Moyen-Orient.

La Turquie a essuyé sa première perte au sol le week-end dernier. Le lendemain, elle annonçait avoir tué 25 «terroristes» kurdes.

«Tout ce que (la Turquie) a fait jusqu'à présent a été facile, mais elle a déjà subi une perte», souligne M. Stein. «S'ils (la Turquie) veulent combattre (à Minbej), ils subiront d'autres pertes», prévient-il, soulignant la vétusté des chars turcs déployés sur le sol syrien, qu'il qualifie de «pièces de musée», vulnérables aux bombes.

Photo : DR

La Turquie poursuit ses attaques contre les YPG.

Jusqu'à présent, l'opération reste relativement contenue, avec une cinquantaine de chars. Mais en gagnant du terrain, l'armée pourrait être contrainte de renforcer sa présence pour consolider l'avancée des rebelles syriens, bien plus nombreux.

«Ce que la Turquie ne veut pas est de voir ce territoire retomber aux mains de Daesh ou des Kurdes syriens», relève Sinan Ulgen, ancien diplomate turc et directeur du Centre d'études économiques et de relations internationales à Istanbul. M. Ulgen s'attend à ce que l'armée turque se serve de Jarablos comme base arrière, d'où elle pourrait procéder à des frappes chirurgicales.

Mais de nouveaux affrontements avec les YPG accroîtraient aussi les tensions avec Washington — allié d'Ankara — qui a vivement condamné les derniers combats après avoir soutenu l'opération à ses débuts.

Qualifiant les violences d'«inacceptables», le Pentagone a assuré que les forces kurdes avaient «largement» tenu leurs promesses de se retirer à l'est de l'Euphrate.

«On voit difficilement comment cela ne tournerait pas mal», a estimé dans un article le Conseil européen des relations internationales.

«L'ensemble du conflit pour les Kurdes a tourné autour de la question de l'établissement d'un quasi-Etat à eux à l'intérieur de la Syrie, et pour la Turquie il s'agit d'empêcher une telle issue».

En Turquie, l'opération pourrait également mener à une escalade dans les combats entre l'armée et le PKK, qui a tué des centaines de policiers et soldats turcs depuis qu'un cessez-le-feu de deux ans et demi a pris fin l'été dernier.

«Une confrontation plus soutenue avec les YPG aurait certainement un impact négatif (...) par rapport à la lutte en cours contre le PKK», conclut M. Ulgen.

DIPLOMATIE

Poutine se rendra pour une visite officielle au Japon en décembre

Le président russe Vladimir Poutine se rendra pour une visite officielle au Japon en décembre après avoir rencontré à Vladivostok (est) le Premier ministre japonais Shinzo Abe, a annoncé mardi le conseiller du Kremlin Iouri Ouchakov, cité par des médias.

«La visite longuement reportée de Vladimir Poutine au Japon aura lieu en décembre. La date et l'heure de la visite sont déjà fixées, mais nous les annoncerons avec l'accord du Japon», a-t-il indiqué aux journalistes.

Le président russe ne s'est pas rendu au Japon depuis 2005, selon le Kremlin.

Vladimir Poutine rencontrera Shinzo Abe vendredi lors du Forum économique de l'Est à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe. Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov et le ministre de l'Energie Alexandre Novak ainsi que les patrons du pétrolier Rosneft et du géant de l'aluminium Rusal prendront également part à la rencontre avec la délégation japonaise.

Les relations entre la Russie et le Japon sont «empoisonnées» par une querelle concernant quatre îles de l'archipel des Kouriles occupées à la fin de la Seconde guerre mondiale par l'Union soviétique et que revendique le Japon, ce qui a empêché les deux pays de signer un traité de paix à l'issue de la guerre et jusqu'à ce jour.

Les négociations concernant ces quatre îles volcaniques appelées Territoires du Nord par le Japon sont au point mort depuis l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée par la Russie en mars 2014, condamnée par Tokyo à la suite des Occidentaux.

Shinzo Abe s'est néanmoins félicité en mai d'une «avancée» dans le règlement de la question après des discussions avec le président russe à Sotchi (sud).

M. Lavrov avait alors indiqué que la Russie entendait «aller de l'avant» dans ses relations avec le Japon, tout en appelant Tokyo à reconnaître «les réalités historiques» issues de la Seconde guerre mondiale.

SUÈDE

Six ans de prison pour un Syrien ayant incendié un centre pour réfugiés

Un réfugié syrien de 28 ans qui avait incendié volontairement un centre pour demandeurs d'asile en Suède a été condamné mardi à six ans de prison et une interdiction définitive du territoire.

L'incendie, le matin du 7 juillet, avait fortement endommagé ce centre situé dans une propriété de Surahammar (sud-est), sans faire de blessé.

Obada Albaradan, qui était arrivé en Suède en août 2015, et qui y a été traité pour dépression et épilepsie, avait reconnu avoir allumé l'incendie en mettant le feu aux rideaux dans sa chambre. Interrogé par la police, il s'était plaint de graves problèmes psychiques, du manque d'écoute des fonctionnaires de l'Office des migrations et de très mauvaises relations avec d'autres demandeurs d'asile. «Il voulait simplement mourir et être en paix, (il était) fatigué de tout», avait rapporté un enquêteur à l'issue de sa première audition.

Une fois sa peine purgée, il sera expulsable. Il a par ailleurs été condamné à indemniser douze demandeurs d'asile ou salariés du centre ayant perdu des objets dans l'incendie.

TURQUIE

Neuf journalistes arrêtés, 35 mandats d'arrêt

Les autorités turques ont arrêté hier neuf journalistes, dont le rédacteur en chef du quotidien* Hürriyet*, pour des liens présumés avec le prédicateur Fetullah Gülen, accusé d'avoir orchestré le putsch avorté en juillet, a rapporté le site internet du journal.

Au total, le bureau du procureur d'Istanbul a émis des mandats d'arrêt contre 35 personnes, accusées de liens avec les unités de l'armée qui ont tenté de renverser le président Recep Tayyip Erdogan le 15 juillet, a précisé le journal.

Parmi les journalistes arrêtés, accusés de propagande pro-Gülen, figure notamment Dincer Gokce, rédacteur en chef du site anglophone du Hürriyet.

Les huit autres, interpellés à Istanbul, Ankara et dans la province de Kocaeli (nord-ouest), sont d'actuels ou d'anciens journalistes des quotidiens *Bugun*, *Radikal* et *Yeni Safak*, ainsi que de l'ancien journal d'opposition *Zaman*, selon la télévision turque NTV.

Dix-huit suspects ont quitté le pays et huit autres étaient toujours recherchés, a-t-elle ajouté.

Le gouvernement a accusé le prédicateur Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis, d'avoir orchestré le putsch et a entrepris une purge dans l'armée, la police, la justice, l'éducation, les affaires et les médias contre ses partisans.

De son côté, l'ex-imam a fermement démenti toute implication dans la tentative de coup d'Etat.

De nombreux journalistes sont actuellement en prison dans l'attente d'un procès, dont Nazli Ilicak, ancienne députée, qui avait été licenciée du quotidien progouvernemental *Sabah* en 2013 après avoir critiqué des ministres empêtrés dans un scandale de corruption, orchestré, selon Ankara, par Gülen.